

Juan Goytisolo

# Que devons-nous commémorer ?

Traduit de l'espagnol par Abdelatif Ben Salem.

*A Daniel Barenboim, argentin, juif  
et Palestinien exemplaire*

J'ai signé la pétition qui a circulé à l'initiative de poète palestinien Mahmoud Darwich à propos de la prochaine commémoration du soixantième anniversaire de la création de l'Etat d'Israël. Les faits qui y sont exposés – résumés par une citation d'Edward Said reprise par Darwich –, sont connus des lecteurs : expulsion de leur foyers de centaines de milliers de Palestiniens réduits à la condition précaire de réfugiés en Cisjordanie, à Gaza et dans les pays arabes limitrophes ; refus d'Israël d'appliquer des résolutions votées par les Nations unies ; implacable politique de colonisation des territoires occupés depuis la guerre des six-jours. En clair, cela signifie que les Palestiniens n'ont rien d'autre à commémorer si ce n'est leur propre tragédie, leur Nakba ou désastre qui a brisé net leur vie et a fait d'eux des hôtes indésirables chez leurs « frères arabes », parqués dans les camps misérables de Jordanie, du Liban et de la Syrie ou victimes d'un régime brutal d'apartheid dans leur propre pays.

Mais la communauté internationale n'a pas non plus de quoi se réjouir car les résolutions de l'ONU sont restées lettre morte par la grâce d'un veto que les Américains leur opposent systématiquement. Le soutien inconditionnel de Washington à l'expansionnisme de Tel-Aviv se traduit par la politique du fait accompli, par la violation quotidienne des conventions et des lois internationalement reconnues. Aucun pays au monde, à l'exception d'Israël, n'a fait preuve avec autant de constance de mépris de la Charte des Nations unies depuis la création de cette institution internationale, et cela sans susciter le moindre boycott ou entraîner les moindres représailles. Créé pour devenir un foyer national

pour les juifs victimes des persécutions raciales européennes et plus tard de l'holocauste nazi, et pour qu'ils puissent jouir d'un Etat comme les autres, Israël s'est paradoxalement transformé, comme l'a bien observé Jean Daniel, en un Etat différent des autres : l'obsessionnelle exception israélienne et sa volonté d'acier, loin de donner des signes de relâchement, s'affermissent au contraire et même se radicalisent au fil du temps.

La situation des Palestiniens dans les territoires occupés ne cesse d'empirer depuis la guerre de 1967 durant laquelle Israël a vaincu les armées arabes. Comme j'ai pu le vérifier moi-même lors de mes voyages successifs – *Journal palestinien* (1988), *Ni guerre ni paix* (1995) et, plus tard, à l'occasion de ma visite en Cisjordanie et à Gaza au sein d'une délégation du Parlement international des écrivains –, les illusions forgées par les déclarations conciliantes de certains dirigeants européens, par la déclaration dite de Madrid, par les accords d'Oslo, par la « feuille de route » ou plus récemment par le cérémonial ultra médiatisé de la conférence d'Annapolis tenue sous l'égide du président Bush, se sont dissipées devant la réalité crue des événements : les ghettos insalubres et crasseux de la bande de Gaza avec leurs bidonvilles misérables, leurs bâtiments incendiés ou rasés par les bombardements, leurs égouts à ciel ouvert charriant toutes sortes de déchets et détritiques, leurs murs encombrés de slogans patriotiques vengeurs, sont toujours les mêmes.

Comme j'ai eu l'occasion de le vérifier par moi-même lors de mon dernier passage à Ramallah, les barrières de sécurité assiègent autant les colonies et les points de contrôle de l'occupant que les zones soumises aux opérations de représailles ; elles protègent et excluent à la fois ; elles unissent des zones séparées et séparent des ensembles contigus, elles entretiennent un réseau labyrinthique d'îlots qui

s'attirent et se rejettent mutuellement, à tel point qu'il devient difficile en certains endroits de faire la distinction entre ce qu'elles enclavent et ce qu'elles surveillent, entre leur extérieur et leur intérieur. Un système circulatoire aussi complexe et relié à des ramifications capillaires traduit la volonté de l'occupant de faire éclater les territoires occupés en mille morceaux et particules mais qui, bien que s'ignorant, s'obstinent à s'emboîter les uns dans les autres. En bref des îles et des îlots fortifiés perdus au beau milieu d'un océan d'humiliation et de misère.

Il devient par conséquent évident pour l'observateur que le processus de paix dont on nous rabâche quotidiennement les oreilles n'a plus le moindre sens.

Le gouvernement israélien veut faire exploser les territoires palestiniens en cantons et en autant de bantoustans invivables. Les jeunes de la bande de Gaza – autrement dit la majorité de la population – vivent entassés les uns sur les autres, désœuvrés, sans distraction ni possibilité d'émigrer ou de fonder une famille. Ces conditions infrahumaines dans lesquelles ils vivent expliquent leur forte adhésion au Hamas. D'après un instituteur membre du Fath, « *En vivant, ces jeunes ont le sentiment de mourir. C'est pourquoi ils deviennent des candidats potentiels aux opérations suicides, car peu leur importe de mourir, ils se considèrent de toute façon comme déjà morts* ».

La politique israélienne de la terre brûlée et du « ça va mal, mieux c'est » n'est pas seulement contreproductive, mais autodestructrice à terme. Cela me rappelle la phrase de Marek Halter : « *J'ai peur pour Israël, mais Israël me fait peur* » et je comprend son souci. Il est vrai que le temps ne joue plus en faveur de l'Etat juif ni d'ailleurs en faveur de l'unilatéralisme de la politique extérieure américaine, responsable du désastre irakien. Les extrémistes se nourrissent les uns des autres et leurs agissements conduisent inévitablement à l'impasse : de la misère, toujours plus de misère pour les Palestiniens et d'insécurité pour Israël malgré sa supériorité militaire écrasante.

La malheureuse propension des dirigeants arabes à faire un usage immodéré de la rhétorique – épinglé à juste titre par Edward Saïd –, qui contamine aujourd'hui jusqu'au président iranien, ne favorise nullement la cause palestinienne : parler « d'entité sioniste » pour désigner Israël ou « d'entité hostile » comme le font les Israéliens et leur gouvernement vis-à-vis des Palestiniens pour

justifier le blocus de Gaza et les dures représailles exercées à l'encontre de sa population, c'est capituler face à une logique de destruction. Il est choquant d'entendre proférer par la bouche même du vice-ministre israélien de la Défense, Matan Vilnai, des menaces d'holocauste contre les Palestiniens s'ils ne cessent pas de tirer leurs roquettes artisanales contre les colonies israéliennes.

La situation dramatique qui prévaut dans la bande de Gaza, devenue un ghetto pour un million et demi d'habitants et soumise depuis bientôt deux ans à un blocus aérien, maritime et terrestre des plus barbares ne peut laisser personne indifférent. L'impuissance de l'Union européenne à mettre fin à ce régime d'apartheid pire que celui, aboli, de l'Afrique du Sud, exige une plus grande implication de tous les pays du bassin méditerranéen. Une force militaire d'interposition autour de Gaza pour empêcher le tir des roquettes contre Sderot et fournir au gazaouis les moyens de vivre dignement comme José Luis Rodríguez Zapatero en fait la proposition, peut en effet constituer un premier pas dans la bonne direction.

Le long et douloureux conflit opposant Israéliens et Palestiniens ne trouvera sa résolution, et un jour proche il la trouvera, que par le respect de la légalité internationale, c'est-à-dire par le retour aux frontières d'avant la guerre de 1967. J'ai cité il y a vingt ans dans mon *Journal palestinien* un intellectuel de Jérusalem-Est à propos du rêve double et contradictoire des descendants d'Isaac et d'Ismaël : la disparition où l'inexistence miraculeuses de l'adversaire. Mais le problème, conclut-il, « *aussi bien pour nous que pour eux est de savoir si les uns et les autres sommes prêts à accepter quelque chose qui soit moins que notre rêve* ».

C'est de ce rêve, réduit de moitié, que dépend justement la concrétisation de la paix. Une paix si lointaine que certains d'entre nous ne la connaissons malheureusement jamais : il faut un accord capable de désactiver la charge explosive que représente le Proche-Orient et de favoriser une paix juste et durable. C'est alors que nous pouvons commémorer l'anniversaire de la création d'un Etat, ou mieux, de deux Etats – l'un palestinien et l'autre israélien – comme le ferait n'importe quel autre Etat.

—J. G.